Motion élection A : les conditions sont réunies pour qu'une large majorité se prononce pour exclure tout accord électoral avec le Front de gauche et ses composantes

Après bien des tergiversations, trois motions « élections » vont être soumises au vote des AG électives. Nous avions pris l'initiative, au dernier CPN, de proposer une motion simple indiquant qu'aucun accord électoral n'était possible avec le Front de gauche et ses composantes, en raison de la différence fondamentale entre le projet antilibéral du FDG et notre projet anticapitaliste. La motion A, issue d'un processus de discussion avec la P2, dit la même chose en développant davantage. Grâce au soutien des camarades de la P3, et nous l'espérons de la P4, une large majorité est désormais possible pour mettre fin aux errements du NPA sur la question électorale. Cela permettrait d'en finir avec les discussions stériles, les accords à géométrie variable, les tactiques si subtiles qui devaient soi-disant permettre d'élargir le parti, et qui ont surtout invisibilisé le parti. Cela permettrait aussi au parti, au lieu de perdre son temps discuter sans cesse des élections, de se concentrer sur l'intervention dans les luttes (économiques, écologiques, féministes et LGBTI, antiracistes, etc.) et l'implantation

Nous regrettons que la plupart des camarades de la P2 qui ont participé à la commission élection soutiennent parallélemement une autre motion (la B). Cela embrouille la discussion. La motion B donne un contenu à nos campagnes électorales : ce contenu, même si le mot « anticapitaliste » y figure, n'a rien d'anticapitaliste sur le fond. Il est seulement anti-austérité, et donc en théorie compatible avec celui du Front de gauche. La question clé de la propriété privée des moyens de production en est absente. En outre, la motion B ne décline qu'une seule raison pour s'opposer à des accords avec le FdG et ses composantes : leurs liens avec le PS. C'est le petit bout de la lorgnette, et cela laisse en fait ouverte la possibilité d'accord, car des camarades diront peut-être demain que telle ou telle composante du Front de Gauche a de leur point de vue fait des gestes de rupture assez significatifs avec le PS. C'est en fait laisser la porte ouverte à ce que se poursuive la politique de la majorité sortante un peu gauchie.

C'est pourquoi la plateforme 1 reprend à son compte la logique et le contenu politique de la motion B qui lui convient globalement. Elle l'amende néanmoins sur deux points. Tout d'abord, en indiquant que nos listes « ne feront pas de la 6e République un objectif central ». Ah bon, on est maintenant pour la « 6e République » si ce n'est pas un « objectif central » ?! En outre, la P1 propose d'entamer une discussion avec le FDG et ne met en fait qu'une condition pour des listes communes : ne pas préparer une majorité parlementaire avec EELV et le PS. Cela ouvre la porte à des accords avec les composantes du FDG car elles prétendront assurément ne pas vouloir constituer une nouvelle majorité avec le PS et EE-LV (le contraire serait électoralement peu porteur !)

et ne feront évidemment pas de la VIe République la question centrale d'une campagne départementale ou régionale, ni même d'ailleurs peut-être d'une campagne nationale. Bref, cette motion défend, avec quelques habiles contorsions, la continuité de la politique désastreuse menée depuis 2009, avec les résultats que l'on sait.

Nous appelons à voter pour la motion A, soutenue d'ores et déjà par trois plateformes, et nous espérons bientôt aussi par la P4. Nous appelons à rejeter la motion C de la P1, et également la motion B, car elle ne ferme pas vraiment la porte à tout accord électoral et programmatique avec les composantes du Front de Gauche, en posant comme seul autre critère la délimitation par rapport au PS et en avançant un programme antilibéral, au lieu d'anticapitaliste.

Motion A - proposée par des camarades P2 et P5

D'ici 2017, date de la prochaine élection présidentielle et des élections législatives, du moins si le calendrier officiel n'est pas bousculé, auront lieu les élections départementales de mars 2015 et les régionales de décembre 2015.

Le Front de gauche, ou ses composantes, nous sollicitent ou nous ont d'ores et déjà sollicités. Nous sommes ouverts à des discussions avec le Front de gauche, ses composantes, ou avec Lutte ouvrière, mais aussi avec des forces locales sur la situation politique, concernant les moyens d'inverser le rapport de forces en faveur des travailleurEs et des classes populaires. Ce faisant, nous cherchons l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

Mais le Front de gauche et ses composantes défendent une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste, et militent pour une nouvelle combinaison parlementaire à gauche avec EELV et le PS ou une partie du PS, en vue d'une nouvelle majorité de gauche et/ou font campagne pour la IVème République.

Au contraire, nous entendons pour notre part défendre lors des élections, en fonction de nos possibilités et avec les forces, nationales ou locales, qui peuvent partager nos objectifs, une politique anticapitaliste

Pour ces raisons, nous rejetons la possibilité d'accords programmatiques et électoraux avec le Front de gauche et ses composantes aux élections départementales et régionales de 2015, présidentielle et législatives de 2017. Dès maintenant, nous nous préparons à présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire pour l'élection présidentielle de 2017.

Motion B - proposée par des camarades P2

Une période électorale s'ouvre jusqu'en 2017 avec les cantonales, les régionales et la

présidentielle. Indépendamment de nos capacités financières à y participer, nous sommes de plus en plus sollicités par le Front de gauche ou ses composantes pour des rencontres. Nous acceptons d'y participer et nous y défendrons la participation à toutes les luttes et mobilisations qui se déroulent ainsi que la recherche de l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

En ce qui concerne les élections, nous précisons que nous participerons et soutiendrons que :

- des listes défendant un programme d'urgence **anticapitaliste** de défense des intérêts des travailleurs contre les politiques d'austérité au service des capitalistes
- des listes qui s'opposent aux grands projets inutiles et destructeurs
- des listes qui s'opposent à la réforme territoriale antidémocratique,
- des listes internationalistes, en nette opposition au chauvinisme et au FN
- des listes qui visent à construire une opposition du monde du travail,
- des listes qui refuseront tout accord électoral avec le PS au premier comme au second tour.

Nous constatons qu'aucun accord électoral national, départemental ou régional n'est possible avec le Front de gauche ou ses composantes qui chacune à leurs façons participent aux majorités départementales ou régionales avec le PS et préparent une nouvelle majorité parlementaire avec EELV et les « frondeurs » du PS ou veulent préparer une VIe république.

Nous sommes prêts à poursuivre ce débat avec ceux et celles qui se reconnaîtraient dans ces objectifs (Dissidents locaux du Front de gauche, LO, AL…)

Pour la présidentielle, nous préparons dès maintenant les conditions matérielles (financières et signatures) d'une candidature NPA.

Motion C - proposée par des camarades P1

Amemendements de la P1 sur la motion B en gras

Une période électorale s'ouvre jusqu'en 2017 avec les cantonales, les régionales et la présidentielle. Indépendamment de nos capacités financières à y participer, nous sommes de plus en plus sollicités par le Front de gauche ou ses composantes pour des rencontres. Nous acceptons d'y participer et nous y défendrons la participation à toutes les luttes et mobilisations qui se déroulent ainsi que la recherche de l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Hollande.

En ce qui concerne les élections, nous précisons que nous participerons et soutiendrons que :

- des listes défendant un programme d'urgence de défense des intérêts des travailleurs contre les politiques d'austérité au service des capitalistes

- des listes qui s’opposent aux grands projets inutiles et destructeurs
- des listes qui s'opposent à la réforme territoriale antidémocratique,
- des listes internationalistes, en nette opposition au chauvinisme et au FN
- des listes qui visent à construire une opposition du monde du travail,
- des listes qui refuseront tout accord électoral avec le PS au premier comme au second tour **et toute gestion avec lui.**
- **des listes qui ne feront pas de la 6e République un objectif central**

Nous constatons qu’aucun accord électoral n’est possible avec les composantes du Front de gauche qui participent aux majorités départementales ou régionales avec le PS, préparent une nouvelle majorité parlementaire avec EELV et les « frondeurs » du PS.

Nous sommes prêts à poursuivre ce débat avec ceux et celles qui se reconnaîtraient dans ces objectifs (**au sein du** Front de gauche, de LO, d'AL…)

Pour la présidentielle, nous préparons dès maintenant les conditions matérielles de notre présence. Le NPA décidera de son orientation lors d'une conférence nationale qui se tiendra au plus tard en juin 2016.

Plateforme 5, le 7 janvier 2015